

# note n°11/2014

26 juin 2014

FONDATION  
pour la RECHERCHE  
STRATÉGIQUE

**Bruno Tertrais**

Maître de recherche, Fondation  
pour la recherche stratégique

## 1914-2014 : une grande guerre est-elle encore possible ?

### Résumé

Cent ans après le début de la Première Guerre mondiale, la crise ukrainienne et les tensions en Asie font craindre l'hypothèse d'un nouveau conflit militaire majeur. Pour de nombreuses raisons, le scénario d'une « guerre mondiale » au sens du XX<sup>ème</sup> siècle semble exclu et un conflit majeur entre la Russie et l'OTAN est quasiment impossible. En revanche, celui d'une grande guerre classique, avec un risque nucléaire, reste possible en Asie, notamment entre le Japon et la Chine, entre la Chine et les Etats-Unis ou l'Inde, voire sur la péninsule coréenne.

### Abstract

*A hundred years after the beginning of the First World War, the Ukrainian crisis and tensions in Asia have raised the specter of a new major military conflict. For many reasons, the scenario of a "world war" in the sense of the 20<sup>th</sup> century seems implausible, and a major conflict between Russia and*

*NATO is almost unthinkable. However, the scenario of a major conventional war, including with a nuclear risk, remains possible in Asia, in particular between Japan and China, between China and the United States or India, or even on the Korean peninsula.*



Il y a cent ans, l'attentat de Sarajevo enclenchait une dynamique qui devait mener à la plus grande guerre que le monde ait jamais connu à l'époque.

Il existe, en apparence, de troublantes similitudes entre 2014 et 1914. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle avait eu lieu ce que l'on a appelé la « première mondialisation » : une explosion du commerce international. De nouvelles puissances s'affirmaient. Le nationalisme régnait et alimentait les courses aux armements, notamment en mer. Les litiges territoriaux étaient nombreux. Aujourd'hui, l'Asie

présente en 2014 bien des traits analogues à ceux du Vieux Continent en 1914. Et la crise ukrainienne – dont le scénario était, d’une certaine manière, écrit depuis 1991 – fait craindre un nouveau choc entre la Russie et l’Occident.

Pourtant, une guerre mondiale du type de celle qui éclata il y a un siècle n’est guère concevable, notamment parce qu’il existe dans le système international de nombreux « mécanismes de freinage » de nature à ralentir les dynamiques de confrontation.

L’interdépendance économique entre grands acteurs internationaux reste un frein à la confrontation militaire (d’autant qu’elle est beaucoup plus forte aujourd’hui qu’elle ne l’était en 1914). On a longtemps cru que cette interdépendance n’avait pas empêché le premier conflit mondial. Il est vrai que l’émergence économique de l’Allemagne était perçue au Royaume-Uni comme une menace, et que les effets déstabilisateurs de la concurrence commerciale poussaient à la radicalisation politique... Mais des travaux historiques récents ont montré que les conflits du début du XX<sup>ème</sup> siècle avaient éclaté entre Etats peu intégrés dans l’économie mondiale. L’interdépendance avait en fait *freiné* la dynamique de la guerre. C’est la mécanique des alliances qui avait entraîné les grandes puissances dans l’engrenage.

Cette mécanique n’existe pas aujourd’hui, ou en tout cas pas sous une forme analogue. L’OTAN est dominée par un pays, contrairement aux alliances d’il y a un siècle. La Russie n’a pas d’alliés militairement significatifs. Quant à la Chine, elle n’a pas d’alliés militaires du tout – seulement des tributaires, dont l’allégeance est d’ailleurs souvent limitée. Une alliance russo-chinoise est impossible tant Moscou se méfie de Pékin. L’accord gazier signé il y a quelques semaines – et qui bénéficie davantage à la Chine qu’à la Russie – reflète l’existence d’intérêts économiques communs, pas celle d’un projet politique. La méfiance russe vis-à-vis de la Chine est plutôt de nature à susciter, un jour, un règlement du contentieux avec le Japon sur les Kouriles. Quant aux accords bilatéraux que les Etats-Unis entretiennent avec certains Etats d’Asie-Pacifique (Australie, Corée du sud, Japon, Thaïlande, Philippines et Taïwan de manière plus ambiguë), ils sont davantage des facteurs de retenue beaucoup plus que d’escalade.

Ajoutons que les communications entre grands acteurs sont multiples et constantes, et que l’information circule beaucoup, contrai-

rement à ce qui était le cas en 1914. Ces acteurs se connaissent mieux, ou en tout cas ont moins de chances de mal se comprendre (même si la perception chinoise des Etats-Unis, par exemple, est fréquemment erronée).

Sur le plan culturel, la légitimité de la guerre comme instrument de politique extérieure est beaucoup moins forte qu’elle ne l’était à l’époque. Au sens strict du terme, l’expansionnisme territorial est de moins en moins acceptable. On l’a vu en 1991 avec le Koweït. La Chine ne serait prête à sacrifier sa modernisation économique que dans des circonstances extrêmes. Et la Russie a dû recourir à un narratif artificiel (soulèvement populaire local, appel du président « légitime »...) et à un référendum pour justifier son annexion de la Crimée.

On évoque souvent les enjeux liés aux ressources et aux matières premières. Mais il est aujourd’hui devenu « plus facile d’acheter que de voler » ces biens. Entre Etats, on ne se fait plus la guerre pour de tels enjeux. Les grandes firmes chinoises sont pleinement intégrées aux marchés et ne sont pas dans une logique de captation. S’il y a un jour un conflit en mer de Chine du sud ou en mer de Chine orientale, ce sera davantage du fait des passions nationalistes que par volonté de prédation des ressources.

La notion de guerre « mondiale » ne peut plus avoir le même sens que dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. La domination sans partage d’un groupe de pays sur le monde entier n’est plus qu’un lointain souvenir. Les empires n’existent plus : les missiles peuvent aller d’un point à l’autre du globe, mais il n’y a plus de colonies pouvant servir librement de théâtres d’opérations militaires.

Enfin, les piliers de l’ordre international post-1945 – le mécanisme de la dissuasion nucléaire et l’ordre institutionnel créé par la Charte des Nations Unies – restent de solides obstacles. La dissuasion ne permet d’éviter ni les conflits limités ni les provocations militaires, et on ne peut affirmer de manière simpliste que « l’atome rend sage ». Mais elle borne l’horizon de la conflictualité entre les détenteurs de l’arme nucléaire et affecte profondément les calculs militaires des grandes puissances.

Mais si une nouvelle guerre mondiale au sens du XX<sup>ème</sup> siècle n’est guère concevable, les risques de conflit militaire majeur n’en restent pas moins réels. Et un conflit majeur encouragé par l’enthousiasme populaire, voire la ferveur purificatrice, reste possible.

Au Moyen-Orient, la situation actuelle présente bien des caractéristiques d'une guerre régionale entre l'axe chi'ite (Iran, Syrie, Hezbollah) et les monarchies sunnites. Ce conflit est durable et s'envenime de mois en mois. On peut penser aux Balkans du début du XIX<sup>ème</sup> siècle, même si l'on voit mal comment les Etats-Unis et la Russie pourraient s'y affronter directement. L'analogie la plus pertinente est sans doute celle de la Guerre de trente ans...

En Europe, nous pourrions avoir dans les mois ou les années qui viennent une crise militaire majeure avec la Russie. Il est improbable que Moscou cherche à conquérir l'Ukraine militairement sous la forme d'une opération aéroterrestre classique. M. Poutine tentera plutôt de remettre l'Ukraine dans l'orbite russe par des moyens indirects, économiques et politiques. Mais imaginons qu'une véritable guerre civile meurtrière pour les populations éclate un jour dans ce pays et que le pouvoir en place en appelle à une intervention de l'OTAN ? Ou que les Russes de Lettonie se révoltent et demandent l'assistance de Moscou ? Que feraient alors les Occidentaux ?

Le risque principal reste toutefois celui d'un conflit entre deux pays d'Asie. Depuis une dizaine d'années, les analystes se demandent si « le passé de l'Europe sera l'avenir de l'Asie », à savoir si la montée en puissance des nouveaux grands acteurs pourra se faire sans provoquer des heurts militaires majeurs. La Chine est fréquemment comparée, *mutatis mutandis*, à l'Allemagne wilhelminienne. Rappelons que l'Asie est aussi le seul continent sur lequel les armées de masse – même si elles ont changé au regard de celles du XX<sup>ème</sup> siècle – sont encore le paradigme pertinent d'organisation militaire...

Une grande guerre indo-pakistanaise pourrait être provoquée par des acteurs non-étatiques (groupes terroristes), non sans écho lointain avec ce qui s'est passé à Sarajevo en 1914. La probabilité d'une escalade entre la Chine et l'un de ses voisins reste également forte. Le risque majeur n'est pas, actuellement, celui d'un affrontement avec Taiwan : la majorité de la population souhaite le *statu quo*. Mais la République populaire n'hésitera pas à provoquer un conflit si elle estime que l'île rebelle, dont la majorité des habitants se sentent aujourd'hui beaucoup plus « taïwanais » que

« chinois », lui échappe. Les provocations de Pékin – essentiellement maritimes et aériennes mais aussi parfois terrestres comme à la frontière indienne en 2013 –, qui estime que tout son environnement immédiat lui appartient, sont inquiétantes. L'Armée populaire de libération (APL) pourrait par exemple être tentée de donner une « leçon » au Japon comme elle l'avait fait en 1979 au Vietnam. (Plus largement, en cas de conflit majeur, l'APL pourrait, selon certaines analyses, disposer d'une « fenêtre d'opportunité » dans les années 2020, avant le renouvellement des principaux matériels américains.) Quant au risque d'un nouveau conflit sur la péninsule coréenne, il n'est pas inexistant car la junte de Pyongyang reste imprévisible et prompte à la provocation, comme on l'a vu en 2010 avec les attaques du navire Cheonan et le bombardement de l'île de Yeonpyeong.

Dans de telles hypothèses, Washington chercherait à la fois à honorer ses engagements d'alliance et à limiter le risque d'embrasement. Mais même sans engagement militaire occidental, les seules conséquences sur les marchés financiers, qui seraient immédiates et massives, donneraient à coup sûr à de tels scénarios un caractère « mondial ». Sans même parler de la portée intercontinentale des missiles chinois, qui pourraient être un instrument de chantage ou de coercition sur les pays occidentaux même si ceux-ci ne sont pas engagés militairement. Voilà pourquoi l'Europe doit s'intéresser davantage à la sécurité en Asie.

Bien sûr, encore une fois, un conflit militaire ouvert et de grande ampleur est sinon impossible, du moins très improbable entre deux pays protégés directement ou indirectement par l'arme nucléaire. Mais la dissuasion n'est pas infaillible...

Une chose reste certaine : comme c'était le cas au début du siècle dernier, la technologie a beaucoup évolué dans les trente dernières années, et certains des principaux acteurs (en l'espèce la Chine et surtout le Japon) n'ont pas eu l'occasion d'employer les armes à grande échelle depuis longtemps. Si un grand conflit militaire interétatique impliquant des pays modernes devait éclater au cours de la décennie actuelle, son déroulement ne manquerait pas de nous surprendre. Comme ce fut le cas en 1914.◇

---

## Auteur

Bruno Tertrais est maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique.

## Dernières publications

- Morgane Farghen, « Implications of the Ukraine crisis for security, non-proliferation and deterrence in North East Asia », note n° 10/14, 28 mai 2014
- Nicole Vilboux, Philippe Gros, « La révision quadriennale de la politique de défense américaine », note n° 09/14, 14 mai 2014
- Gérard Gerold, Mathieu Merino, « L'effondrement de l'État centrafricain au cours de la dernière décennie : origines de la crise et quelques idées pour en sortir », note n° 08/14, 22 avril 2014
- Marco Cepik, « Política de Defesa no Brasil : instituições, doutrina, capacidades e economia », note n° 07/14, 2 avril 2014
- Marco Cepik, « La politique de défense brésilienne : institutions, doctrine, capacités et économie », note n° 05/14, 2 avril 2014
- Alfredo G. A. Valladão, « Brésil – une défense sans menaces », note n° 04/014, 2 avril 2014
- Dr Szymon Kardaś, « Great Unfulfilled Expectations: Russia's Security Dialogue with Europe », note n° 03/14, 5 février 2014
- Vincent Joubert, Gergana Petkova, « L'intégration des citoyens dans une stratégie nationale de cyberdéfense – Entre opportunités et contraintes stratégiques », note n° 02/14, 23 janvier 2014

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur*

**WWW.FRSTRATEGIE.ORG**

**4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78**

**ISSN : 2273-4643**

**© FRS–TOUS DROITS RÉSERVÉS**